

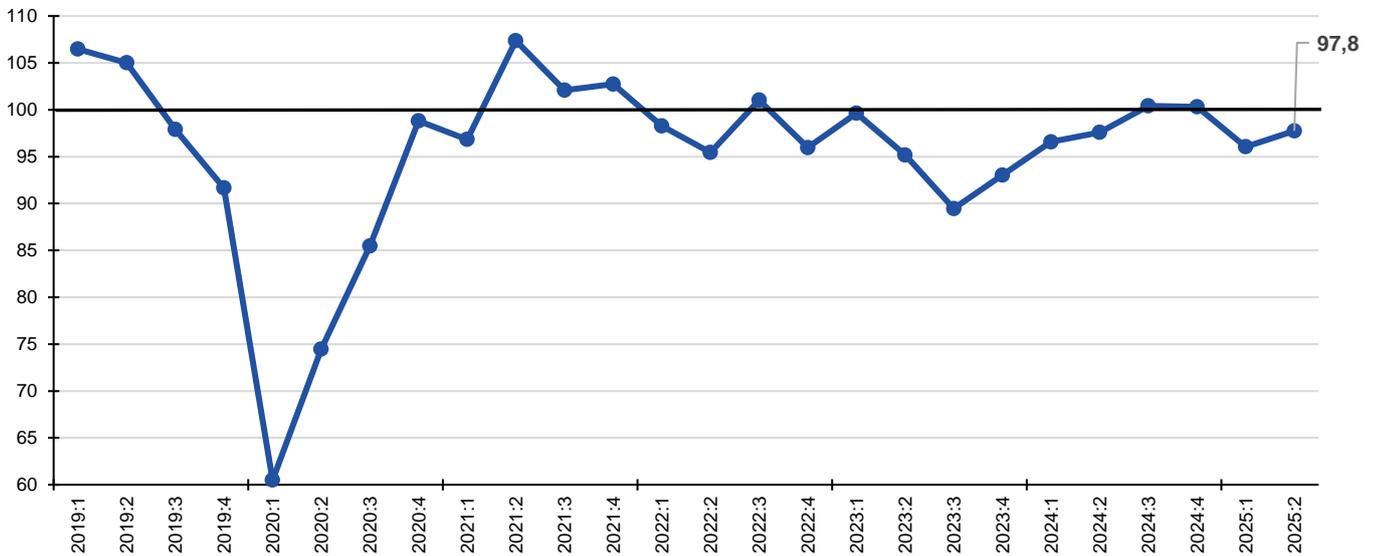
CONJONCTURE ECONOMIQUE

Publications économiques et financières

Tendances conjoncturelles – 2<sup>e</sup> trimestre 2025

L'activité peine à rebondir

Indicateur du climat des affaires en Guyane  
(100 = moyenne de longue période)



Source : Enquête de conjoncture de l'IEDOM © IEDOM

**L'ICA progresse**

L'indicateur du climat des affaires progresse au 2<sup>e</sup> trimestre 2025, gagnant 1,7 point. Il ne parvient néanmoins pas à regagner sa moyenne de longue période, s'établissant à 97,8 points.

La persistance d'un climat des affaires morose s'explique par une dégradation significative de l'activité au 2<sup>e</sup> trimestre 2025. Les charges et les délais de paiement demeurent détériorés depuis plusieurs années, grevant le dynamisme des entreprises guyanaises. Dans ce contexte, les prévisions d'investissement fléchissent légèrement.

Cette conjoncture défavorable est contrebalancée par une trésorerie qui s'améliore sur le trimestre, et qui devrait rester bien orientée au trimestre prochain. De même, les effectifs passés et prévus sont en hausse, contribuant positivement au climat des affaires.

Fait notable sur le trimestre, les défaillances d'entreprises subissent une hausse significative de

90,8 %. 124 défaillances sont ainsi comptabilisées à fin juin, en cumul sur 12 mois. En glissement annuel, cette hausse atteint 125,5 %. Ces résultats, s'ils témoignent en partie d'une conjoncture dégradée, résultent également du contexte post-Covid. En effet, ce rebond des défaillances est lié aux entreprises qui avaient été maintenues actives pendant la pandémie grâce aux différents dispositifs de soutiens financiers publics (en particulier les PGE).

En parallèle, l'entrepreneuriat demeure dynamique : les créations d'entreprises augmentent de 4,8 % sur 3 mois et de 11,8 % sur 12 mois. Les microentreprises, constituant environ la moitié des entreprises créées, progressent quant à elles de 9,1 % sur le trimestre et de 16,2 % sur l'année.

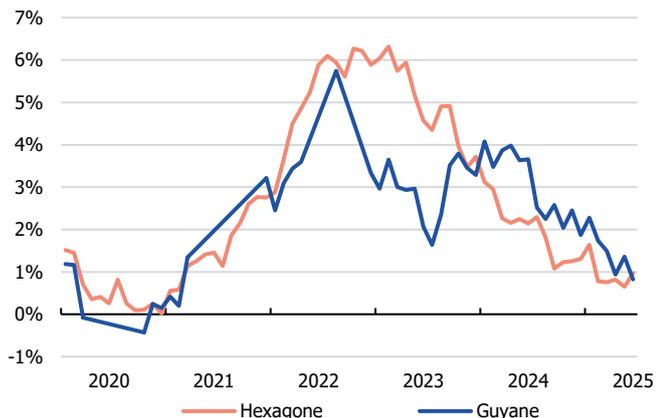
**L'inflation continue de ralentir**

L'indice des prix à la consommation (IPC) croît de 0,4 % ce trimestre. La hausse des prix est portée par les prix des services ainsi que par les prix de l'alimentation

(respectivement +1,1 % et +0,8 % sur le trimestre). À contrario, les prix de l'énergie sont en recul de 2,5 % et ceux des produits manufacturés sont quasi-stables (-0,1 %).

En glissement annuel, la hausse des prix s'établit à +0,8 %, contre +1,5 % au trimestre précédent. L'inflation continue donc de ralentir. Cette décélération découle essentiellement du recul des prix de l'énergie (-8,5 % en glissement annuel). Les autres catégories de biens connaissent toutefois des prix en hausse : les prix de l'alimentation augmentent de 2,7 % ; ceux des services de 2,4 % en glissement annuel. Les prix des produits manufacturés enregistrent une hausse très modérée sur un an (+0,1 %).

**Évolution de l'indice des prix à la consommation (IPC)**  
(Glissement annuel)



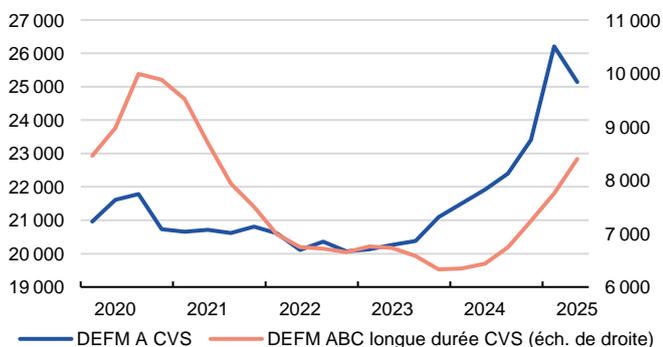
Source : Insee, données mensuelles. IPC non disponible en Guyane pour les périodes suivantes : avril-septembre 2020, mai-juillet 2021, septembre-novembre 2021.  
© IEDOM

À titre de comparaison, la hausse annuelle des prix au niveau national est de 1 %. La tendance s'inverse donc par rapport au trimestre précédent, le niveau d'inflation en Guyane repassant en-dessous du niveau national au 2<sup>e</sup> trimestre 2025.

### Le marché de l'emploi demeure fragilisé

Après plusieurs hausses consécutives, les demandeurs d'emploi de catégorie A semblent bénéficier d'un léger répit au 2<sup>e</sup> trimestre 2025. Ils reculent ainsi de 4,1 %, bien qu'ils demeurent en hausse sur un an (+14,7 %).

**Demandeurs d'emploi en fin de mois**



Source : France Travail © IEDOM

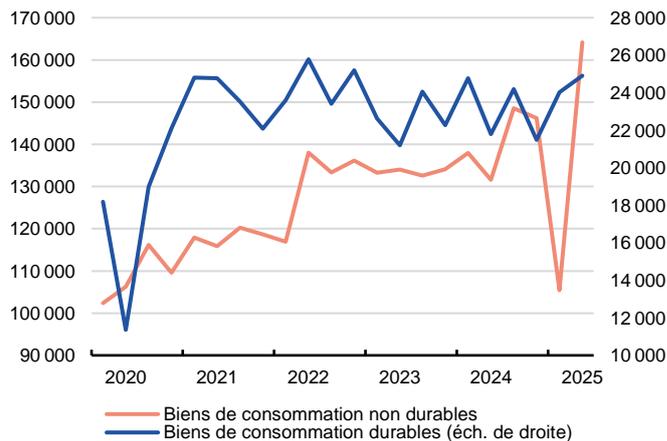
En revanche, les demandeurs d'emploi de catégorie ABC de longue durée (> 1 an) poursuivent leur augmentation, atteignant ainsi 8 400 personnes. Ils bondissent ainsi de 8,4 % sur le trimestre et de 30,4 % sur un an.

Ces évolutions sont néanmoins à interpréter avec précaution, dans la mesure où elles s'inscrivent dans un contexte de révision des données de France Travail.

Les offres d'emploi durable ont quant à elles connu un rebond au 1<sup>er</sup> trimestre 2025, progressant de 79,8 %. Toutefois, cette forte hausse demeure insuffisante pour absorber la demande d'emploi. À l'inverse, les emplois salariés du secteur privé se sont modérément contractés en début d'année (-0,2 %).

### Regain de dynamisme pour la consommation des ménages

**Importations de biens de consommation**  
(en milliers d'euros)



Source : Douanes, CVS-CJO IEDOM © IEDOM

Au 2<sup>e</sup> trimestre 2025, la consommation des ménages témoigne d'un regain de dynamisme. Pour rappel, au 1<sup>er</sup> trimestre 2025, cette dernière avait été freinée par le ralentissement du transport maritime. Les importations de biens de consommation croissent ainsi de 46,1 % en valeur ce trimestre.

Dans le détail, les biens de consommation non durables bondissent de 55,7 % en valeur et de 36,1 % en volume sur le trimestre. De même, les biens de consommation durables augmentent de 3,7 % en valeur et de 16,2 % en volume.

Le marché automobile nuance toutefois ce constat, évoluant dans un contexte dégradé depuis plusieurs trimestres. Si les importations de véhicules de tourisme sont en hausse sur 3 mois (+5,2 %), elles demeurent en baisse sur 12 mois (-40,3 %). De même, le nombre d'immatriculations de véhicules de tourisme chute de 3 % sur le trimestre et de 24,7 % sur l'année.

En outre, les indicateurs de vulnérabilité des ménages sont disparates. Les dossiers de surendettement s'inscrivent en hausse de 42,1 % sur le trimestre, retrouvant ainsi un niveau comparable à fin 2024. À contrario, les personnes physiques interdites bancaires sont en recul de 1,1 %, tandis que le nombre de retraits de carte bancaire se contracte de 12,2 %.

### L'investissement se maintient en hausse

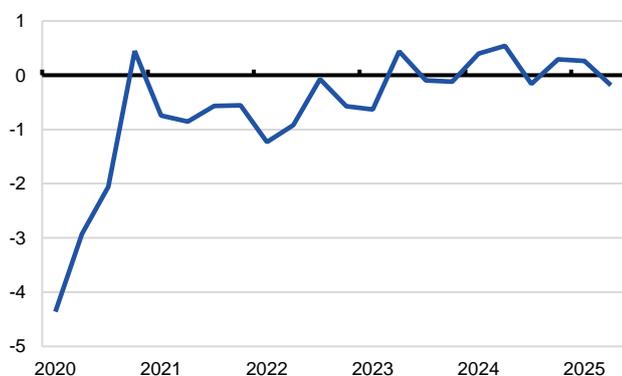
Plusieurs indicateurs démontrent une bonne orientation globale de l'investissement, bien que certains signes de fragilité soient perceptibles.

D'une part, les importations de biens d'investissement sont dynamiques : elles augmentent de 12,8 % sur 3 mois et de 6,5 % sur 12 mois en valeur. Cette forte évolution fait suite au recul enregistré au trimestre précédent, dû au ralentissement du transport maritime. Les importations de biens d'équipement bondissent quant à elles de 70 % sur le trimestre et de 72,8 % sur un an.

D'autre part, les importations de véhicules utilitaires croissent de 17 % ce trimestre, malgré une baisse sur l'année (-28,5 %). En dépit de la conjoncture défavorable du marché automobile, les immatriculations de ce type de véhicules se maintiennent quant à elles en forte hausse aussi bien sur 3 mois (+73,2 %) que sur 12 mois (22,4 %).

Dans le même temps, les chefs d'entreprise signalent des prévisions d'investissement en demi-teinte. Le solde d'opinion se situe en effet légèrement en-dessous de sa moyenne de longue période au 2<sup>e</sup> trimestre 2025. Ce bémol est révélateur de certaines fragilités sectorielles, qui touchent notamment le commerce et le BTP.

### Prévisions d'investissement à un an



Source : Enquête de conjoncture de l'IEDOM © IEDOM-IEOM

## Un nouvel élan pour le commerce extérieur

Au 2<sup>e</sup> trimestre 2025, les importations sont dynamiques : elles bondissent de 46,3 % en valeur et de 16,8 % en volume en 3 mois. Pour rappel, les mouvements de grèves dans plusieurs ports avaient fortement affecté le commerce extérieur au 1<sup>er</sup> trimestre 2025.

Ce nouvel élan est porté par la quasi-totalité des catégories d'importations, à l'exception des produits de l'énergie. Les importations de biens intermédiaires

## Un bilan sectoriel contrasté

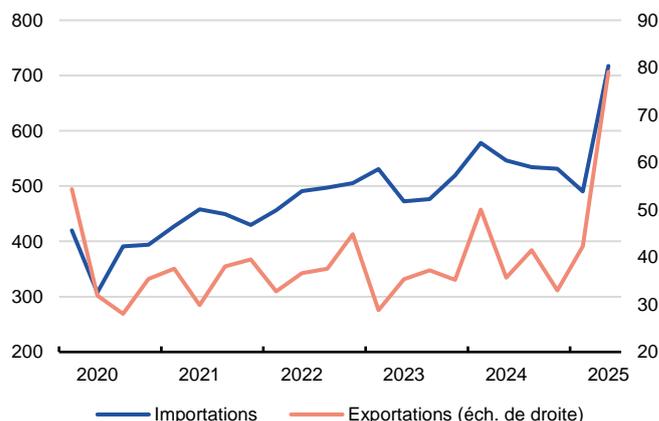
L'activité des entreprises guyanaises est à nouveau en net recul au 2<sup>e</sup> trimestre 2025, bien que ces résultats soient hétérogènes selon les secteurs. Les perspectives d'activité pour le prochain trimestre restent légèrement défavorables tous secteurs confondus.

La conjoncture a fortement touché les secteurs du commerce et du BTP, pour qui l'activité passée est en baisse et l'activité prévue morose. Pour le **commerce**, cette situation fait suite aux grèves qui ont touché plusieurs ports et aux difficultés d'approvisionnement qui en ont découlé. En conséquence, la trésorerie et l'activité des commerces ont brusquement chuté.

En revanche, la contraction de l'activité du **BTP** contraste avec la vigueur dont il jouissait jusqu'à présent, soutenu par la commande publique. Les délais de paiement

subissent la hausse la plus marquée : +118,7 % en valeur et 17,9 % en volume sur le trimestre. Cette augmentation est principalement due à une augmentation ponctuelle des importations de machines, appareils et matériels électriques. En outre, les importations de biens de consommation enregistrent également des hausses soutenues en valeur comme en volume (cf. partie consommation), après avoir connu une diminution marquée au trimestre précédent. Les importations d'investissement suivent également la tendance générale (cf. partie investissement).

Importations et exportations (en millions d'euros)



Source : Douanes, CVS-CJO IEDOM © IEDOM

À l'instar des importations, les exportations en valeur augmentent également fortement : +86,9 %. Elles culminent ainsi à un niveau record. Dans le détail, cette accélération est notamment due au rebond des exportations de biens d'équipement (+359,1 %), qui atteignent un niveau historique. Parallèlement, les exportations des produits de l'or s'inscrivent en hausse de 44,6 % sur 3 mois, tandis que les exportations de bois croissent de 33,4 %. De même, les exportations de produits agricoles, sylvicoles et de la pêche enregistrent un net rebond (+32,4 %). Cependant, les évolutions en volume sont plus mitigées. Les exportations totales diminuent ainsi de 10,1 % sur le trimestre. Cette contraction s'explique par des baisses d'exportations de volumes d'or et de biens de consommation (respectivement -4,5 % et -14,9 %).

dégradés (qui affectent particulièrement ce secteur) et le manque de visibilité à moyen terme sont de nature à expliquer cette inflexion.

En parallèle, l'activité des **services** demeure atone. Si le secteur continue de pâtir de l'allongement des délais de paiement, sa trésorerie s'est améliorée sur le trimestre. Les anticipations de l'activité future sont timidement positives.

De même, le solde d'opinion du **secteur primaire-IAA** oscille autour de sa moyenne de longue période. Les exportations de produits de la pêche et de l'aquaculture s'inscrivent en hausse de 32,4 % sur 3 mois, tandis que les abattages de porcins et de bovins suivent des trajectoires contraires (+27,7 % et -5,9 %).

respectivement). Les perspectives du secteur sont stables.

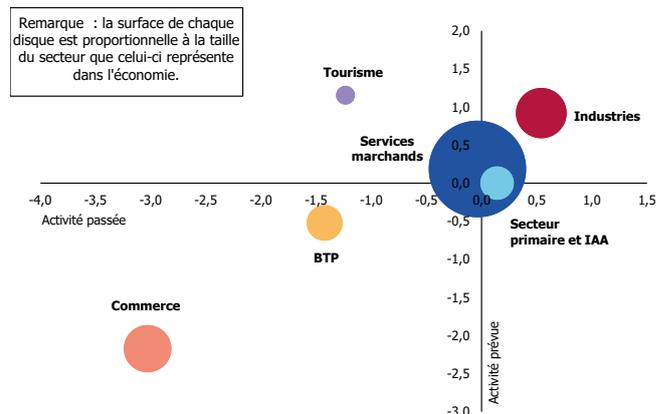
Le **tourisme** évolue dans un climat détérioré depuis mi-2023. Au 2<sup>e</sup> trimestre 2025, l'activité est toujours en berne, bien que les prévisions soient optimistes pour le prochain trimestre. Pour le sous-secteur de l'hôtellerie, les nuitées connaissent une légère baisse de 0,2 %, bien qu'elles demeurent en hausse sur un an (+5,2 %). Le trafic aérien est bien orienté, avec une croissance de 6,7 % des mouvements de vols et de 0,6 % du nombre de passagers.

Les **industries** font figure d'exception ce trimestre, témoignant de résultats passés et à venir favorables. La trésorerie s'est redressée, l'activité passée et prévue augmente, tandis que les effectifs sont bien orientés. Les exportations d'or (représentant structurellement 40 % des exportations totales de biens) sont en hausse de 44,6 % en valeur, portées par un cours de l'once en croissance.

Globalement, les entreprises guyanaises peinent à rebondir malgré l'atténuation de l'inflation et le

dynamisme de la consommation. Les répercussions d'un climat économique exigeant ont fragilisé l'activité et terni les perspectives. En outre, la dégradation des délais de paiement constitue une préoccupation omniprésente et persistante pour les chefs d'entreprises.

Solde d'opinion de l'activité passée et prévue par secteur au 2<sup>e</sup> trimestre 2025



## La conjoncture internationale et régionale

### Une économie résiliente en dépit d'incertitudes persistantes

Le FMI maintient les anticipations de reflux de l'inflation mondiale pour 2025 et 2026. Ces anticipations s'élèvent à 4,2 % en 2025, soit 0,1 point de pourcentage en-deçà des estimations communiquées en avril, puis à 3,6 % en 2026, chiffre stable. Cette apparente stabilité cache toutefois des situations contrastées ; les Etats-Unis pourraient subir un taux d'inflation plus élevé suite à la mise en place des nouveaux droits de douane.

Le FMI a revu à la hausse ses prévisions de croissance aux Etats-Unis. Le PIB progresserait de 1,9 % en 2025 et 2,0 % en 2026 aux États-Unis, contre des estimations de 1,8 % et 1,7 % en avril 2025. Ce regain d'optimisme procède de l'établissement des nouveaux droits de douane à des niveaux inférieurs à ceux anticipés et d'un assouplissement des conditions de financement aux Etats-Unis.

Le FMI a également revu à la hausse ses prévisions de croissance pour la zone Euro en 2025. Celles-ci s'élèvent à 1,0 % contre 0,8 % dans les projections communiquées en avril 2025. Les projections pour 2026 sont stables, à 1,2 %. Cette réévaluation est portée par les bonnes performances de l'économie irlandaise, toutefois peu représentative de l'ensemble de la zone, et par la hausse des anticipations de dépenses dans le secteur de la défense.

En France, le deuxième trimestre 2025 est marqué par une légère accélération de la croissance du PIB, à 0,3 %, contre 0,1 % au premier trimestre, selon les estimations de l'Insee. Cette accélération se fait notamment à la faveur d'un léger rebond de la consommation des ménages. Après s'être établi à -0,3 % au premier trimestre, celle-ci est revenue en territoire positif et s'établit à +0,1 %. La Banque de France a légèrement revu à la baisse ses anticipations de croissance, à +0,6 % pour l'exercice 2025, suivi d'une accélération en 2026, à +1,0 %.

Au Japon, la vigueur de l'investissement privé atténuée la faiblesse des exportations et de la consommation des ménages. Le FMI a ainsi révisé légèrement à la hausse ses anticipations de croissance de l'économie nipponne pour 2025, à 0,7 %, contre 0,6 % en avril. Ces projections restent toutefois inférieures aux prévisions communiquées en janvier 2025, à 1,1 %.

Le FMI a révisé à la hausse ses anticipations de croissance dans les pays émergents. A la faveur d'une activité plus soutenue qu'escomptée et de la réduction des droits de douane mis en place par les Etats-Unis, la Chine voit ainsi ses prévisions de croissance pour 2025 réévaluées à 4,8 %, contre 4,0 % en avril 2025. L'Inde bénéficie également d'une révision à la hausse de ses prévisions de croissance pour 2025, à 6,4 %, contre 6,2 % en avril. Le FMI maintient ses anticipations de croissance pour les économies d'Afrique subsaharienne, du Moyen Orient et d'Asie Centrale en 2025, tandis que celles des pays émergents d'Europe sont revues à la baisse.

### Une économie fragile mais une croissance révisée à la hausse pour l'Amérique latine et les Caraïbes

Le *World Economic Outlook* de juillet 2025 publié par le FMI estime à +2,4 % la croissance de l'Amérique latine et des Caraïbes en 2024. En 2025, le FMI prévoit une croissance de 2,2 %. Cette prévision a été revue à la hausse de 0,2 point, en raison des prévisions plus optimistes (+0,5 point) attendues pour le Mexique qui devrait éviter la récession (0,2 %). Les prévisions ont été également révisées à la hausse pour le Brésil (+0,3 point, soit une croissance attendue de 2,3 %). Les tarifs douaniers inférieurs à ceux anticipés dans les prévisions antérieures, ainsi que l'amélioration des conditions financières mondiales contribuent à expliquer la révision à la hausse des prévisions estimées pour 2025.

Selon *l'Economic Survey of Latin America and the Caribbean 2025*, sur le plateau des Guyanes, après avoir vu sa croissance augmenter de 43,6 % en 2024, le Guyana continue de profiter de son essor pétrolier en 2025 avec une croissance estimée à 10,3 %. En 2026, les prévisions de croissance de la CEPAL pour le Guyana sont de 23 %. Le Suriname a quant à lui vu sa croissance atteindre 3 % en 2024. Les prévisions sont bien orientées pour 2025 (+3,2 %) et pour 2026 (+2,6 %).

Plus globalement, en 2025, la région de l'Amérique latine et des Caraïbes affiche un déficit courant de 1,1 % du PIB, dépendante des capitaux étrangers et confrontée à des coûts financiers élevés. La CEPAL estime que la croissance restera freinée par une demande intérieure faible avec une consommation ralentie, un investissement atone et des dépenses publiques limitées. L'emploi devrait progresser de 1,5 % en 2025 et 1,2 % en 2026 (moins vite qu'en 2023 et 2024), avec un chômage stable à 5,6 %. Enfin, dans la région, l'inflation restera proche de 3 % en 2025 et en 2026 mais les marges de manœuvre budgétaires et monétaires des États demeureront réduites.

Par ailleurs, la Banque Mondiale met en avant le potentiel économique et social de la « Silver economy » en Amérique latine et dans les Caraïbes, où la population de plus de 50 ans connaît une croissance rapide. En 2024, 166 millions de personnes appartiennent à cette tranche d'âge (25 % de la population), et elles seront 280 millions en 2050 (38 %). Ce basculement démographique ouvre des perspectives dans la santé, le logement, le tourisme, l'entrepreneuriat et les services financiers. Ces derniers doivent s'adapter aux besoins spécifiques des seniors, souvent plus solvable et fidèles, mais encore peu ciblés par les banques locales.

Sources : FMI, Insee, Banque de France, Banque mondiale, CEPAL.

Les données de cette étude sont désaisonnalisées, sauf celles relatives aux évolutions des encours bancaires et sauf indications contraires.

Toutes les publications de l'IEDOM sont accessibles et téléchargeables gratuitement sur le site [www.iedom.fr](http://www.iedom.fr)

Directeur de la publication : E. ELBEZ ■ Responsable de la rédaction : -

Rédaction : J. CAPITAINE ■ Participation aux travaux : Florent OLLIVIER ■ Éditeur : IEDOM